DECLARATION DES ORGANISATIONS SYNDICALES AU COMITE TECHNIQUE PARITAIRE

DE LA DIRECTION DE L'URBANISME

4 JUILLET 2011

Madame la Présidente,

Le 13 décembre 2010, les 18 techniciens supérieurs du Bureau Topographique ont été convoqués par Madame la Directrice de l'urbanisme, qui leur a signifié que, pour des raisons d'économie budgétaire, 10 d'entre eux, soit plus de la moitié de leur effectif, étaient priés de quitter le Bureau durant l'année 2011. Ils sont donc victimes d'un redéploiement comptable. Quant aux missions qu'ils assurent, la Direction prévoit tout simplement de les externaliser, en les confiant à des géomètres privés.

Ce projet a soulevé l'émoi général parmi les agents de la Direction de l'Urbanisme, et plus généralement des sites proches de Morland. Deux rassemblements de soutien aux agents menacés ont été organisés les 7 et 28 mars 2011, et une pétition de solidarité a été massivement signée.

En effet, ce projet vise un service régalien, chargé de la vérification et de la mise à jour du Plan parcellaire de Paris, qui est unique en France, puisqu'il date du préfet Haussmann, élaboré patiemment au cours des deux siècles passés, et très largement plébiscité par les usagers, les services de la ville et aussi par les services de l'état (cadastre, impôts au travers des fiches parcellaires). Cet outil est alimenté par les agents du Bureau Topographique qui sont impliqués à la réalisation des opérations d'aménagement et d'urbanisme de la Capitale. Ils participent à l'élaboration des procédures de classement et déclassement du domaine public, ils mettent à jour le plan foncier essentiel à la gestion des biens patrimoniaux de la ville. Ils contribuent au respect des alignements et de ce fait protègent le domaine public de toute aliénation par des emprises irrégulières.

Seuls les agents topographes, agents publics chargés de la mise à jour du Plan, sont garants de sa précision et de sa fiabilité. La privatisation partielle de ce Service entraînerait immanquablement, quelles que soient les précautions prises par l'Administration, la dégradation de cet outil, indispensable pour Paris. Sauf à faire contrôler chaque mise à jour d'un géomètre privé par un agent public, les données aléatoires et non vérifiables recueillies par ces derniers transformeraient, au fil du temps, le Plan en fiction très approximative, et compromettraient les opérations d'urbanisme à venir.

L'externalisation envisagée pourrait également se révéler source de conflits d'intérêts, les géomètres privés chargés des marchés publics de mise à jour du Plan intervenant aussi dans les projets d'urbanisme, pour le compte des promoteurs.

L'actuelle Municipalité porterait la responsabilité du saccage de ce Service public.
Quant au coût de la privatisation envisagée, il n'a fait l'objet d'aucune étude à ce jour. Pourtant, toute analyse objective mettrait en évidence les avantages du travail en interne, certainement moins onéreux et plus sécurisé pour le Service public que

celui effectué par des géomètres privés. La ville, qui applique au service public et à ses agents des économies budgétaires drastiques, s'apprête à dépenser sans réserves pour le Privé, sans compter le coût de l'audit à 72 000 euros. Cherchez l'erreur…

Lors du Conseil de Paris du 29 mars 2011, trois vœux, présentés par le Groupe Europe Ecologie Les Verts et Apparentés, ainsi que par le Groupe Communistes et Elus du Parti de Gauche, ont été adoptés par la majorité municipale. Ils portent sur la mise en place d'une étude interne, permettant de valoriser les missions, conservées en interne, du Bureau Topographique, en dehors d'un cadre d'effectifs contraint, afin de garantir un Plan authentique et vérifiable.

Ce vote a suscité l'espoir chez les TS menacés, ainsi que parmi leurs collègues. Mais ils ont hélas constaté qu'en dépit des Vœux votés, l'Administration poursuit son projet de démantèlement de leur Service. L'étude interne pilotée par la Direction s'est poursuivie, en toute subjectivité quant aux enjeux et conséquences de la privatisation prévue. Elle a été suivie de l'audit externe, non prévu par les Voeux, avec un objectif maintenu d'externalisation des Missions du Service, en totale contradiction avec l'objectif de conservation en interne de ces tâches, fixé par le Conseil de Paris. Le redéploiement comptable est également maintenu (10 agents congédiés), contrairement au Vœu de valorisation des missions du Bureau en dehors d'un cadre d'effectifs contraint. Quant au Plan authentique et vérifiable souhaité par le Conseil de Paris, il risque fort de n'être plus qu'un lointain souvenir d'ici quelques années, si le projet est appliqué.

ooooooooooo

Pour des raisons budgétaires, 10 TS sur les 18 que compte ce Service, ayant œuvré consciencieusement à l'élaboration du Plan, sont « remerciés », pour faire place au privé. Le management utilisé, qui transforme des fonctionnaires irréprochables en variable d'ajustement d'un redéploiement comptable, est un procédé qui soulève, à juste titre, de fortes inquiétudes et l'indignation des personnels. C'est inacceptable.

Les agents ont accepté de se constituer en groupe de travail pour étudier les missions du Bureau, mais pas pour préparer l'externalisation de leur tâches. Ils ont contribué à mettre en valeur le Bureau par l'écriture exhaustive de leur activité afin que rien ne soit mis de coté volontairement ou dévalorisé par un audit externe.

Pour autant, vous avez souhaité l'assistance d'un consultant exterieur avec le cabinet IETI avec pour double objectif : la privatisation et la suppression de postes conformément au CCTP du marché.

Les agents ne participant pas au groupe de travail sont considérés comme non constructifs pour l'avenir du Service, tandis que ceux qui y participent, assistent à l'élaboration d'une réforme qu'ils assimilent, en techniciens chevronnés qu'ils sont, à la programmation de la casse du Plan parcellaire de Paris, auquel ils ont consacré tant d'années, pour certains d'entre eux toute leur carrière.

Ils ont bataillé durant ces réunions pour mettre en évidence l'importance et le caractère régalien de leurs missions, ainsi que les dangers potentiels que recèle le projet de privatisation. Leurs arguments ont d'ailleurs été confirmés par plusieurs services municipaux, interrogés dans le cadre de la phase 2 par le consultant IETI.

9 d'entre eux ont ensuite cessé de participer à l'audit externe, leur présence ayant été assimilée par Madame ERRECART et vous-même, dans vos courriers respectifs,

comme une adhésion à l'hypothèse de l'externalisation de leur travail, alors qu'ils y sont formellement opposés. Par ailleurs, ils ne souhaitent pas assister à la phase de l'audit consacrée à la privatisation des tâches, démarche qu'ils estiment inacceptable et contraire à la valorisation de leur service. Sur les 16 participants au groupe seulement 5 Techniciens et 2 cadres sur 4 ont maintenu leur présence à l'audit, espérant encore arracher une issue honorable pour l'avenir du bureau.

D'ores et déjà, dans la phase 3, le groupe de travail est tenu, de retenir des critères déterminés par le consultant pour trier les taches à externaliser. Ce n'est plus un accompagnement extérieur au Bureau, c'est l'accompagnement du Bureau topo à l'éxécution du marché du cabinet IETI. Celui-ci, d'ailleurs, rappelle toujours sa mission de redéploiement des effectifs et d'externalisation dans chaque document restitué au groupe de travail.

Les agents du Bureau topo sont pris en otage dans ce processus qui demande leur consentement pour garantir le maintien d'un certain nombre à l'effectif au détriment des autres. C'est un exercice indigne qu'on leur demande et dévoyé par rapport à l'espoir initial qu'ils y mettaient.

Les TS ont été convoqués le 1er avril 2011 par la Direction à une réunion de présentation de postes vacants, organisée 3 jours après le vote des Vœux, et en contradiction totale avec le Vœu refusant « le cadre d'effectifs contraint ». Il a fallu l'intervention de l'Intersyndicale pour que la convocation de l'Administration devienne une invitation, et qu'elle se déroule sans dérapage de l'Administration.

Durement éprouvés par le climat délétère qui s'est ainsi développé dans le Service, les agents sont en souffrance. 2 d'entre eux, ont préféré quitter un service à la dérive. Les autres se maintiennent, mais à quel prix pour leur santé

Loin de connaître l'issue de la phase 3 qui devrait annoncer les missions effectuées par d'autres que le bureau topo et la baisse d'effectifs en résultant, il est encore temps de revenir sur l'objectif. Le consultant doit rédiger un « projet de cahiers des charges techniques (CCTP) et bordereaux de prix unitaires (BPU) du/des marché(s) public(s) qui serviront à retenir des opérateurs privés » C'est vraisemblablement une 1ére phase vers une externalisation complète avec seulement des opérations de contrôle en interne ou en externe… et une perte définitive de l'expertise métier, du savoir faire (d'autres exemples à la ville nous le confirment).

A la braderie d'un service public vient donc s'ajouter un saccage au plan humain.

Nous sommes très inquiets de la situation pénible supportée par les agents du Bureau Topograhique, et de ses possibles conséquences négatives sur leur santé. C'est la raison pour laquelle, afin de permettre que s'apaisent les tensions que nous constatons, nous vous renouvelons notre demande de retirer le projet de privatisation annoncé, et le redéploiement comptable de postes qui l'accompagne.

Nous souhaitons également que soit enfin mise en place l'étude interne objective, demandée par le Conseil de Paris, permettant de valoriser les missions, conservées en interne, du Bureau Topographique, en dehors d'un cadre d'effectifs contraint, afin de garantir un Plan authentique et vérifiable. Elle permettrait aux agents, après la période chaotique qu'ils sont en train de vivre, d'œuvrer, dans un climat plus serein, pour l'avenir de leurs missions.